

LA CONSOMMATION

LA HAUSSE DES PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES—
DEMANDE D'ENTRETIENS DU PREMIER MINISTRE AVEC
LES ASSOCIATIONS AGRICOLES—L'OPINION DES
PREMIERS MINISTRES DE L'OUEST

M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Compte tenu des conclusions du comité d'étude sur les tendances des prix de l'alimentation à savoir que, au même titre que le consommateur, le producteur souffre de l'écart sans cesse grandissant entre les prix à la production et à la consommation, va-t-il rencontrer les organismes d'agriculteurs pour savoir ce qu'ils pensent de la tendance actuelle des prix?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, il y a moins de trois semaines, le cabinet a rencontré deux organismes agricoles qui ont présenté des instances au cabinet concernant cette question et plusieurs autres également. Je suis toujours prêt à rencontrer les organismes représentatifs.

M. Gleave: Étant donné la réunion qu'ont tenue récemment les premiers ministres des quatre provinces de l'Ouest, réunion où ils ont exprimé leur désenchantement sur la façon dont Ottawa traite l'Ouest, le premier ministre communiquera-t-il avec les premiers ministres de l'Ouest pour s'assurer qu'il y aura des échanges de vue fructueux et que des mesures concrètes seront prises pour résoudre certains de ces problèmes lors de la réunion de juillet prochain.

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, la Chambre est parfaitement au courant que c'est le gouvernement fédéral qui a pris l'initiative de ces réunions et qui en a signalé la nécessité pour résoudre les problèmes qui existent dans l'Ouest. Les instances de l'honorable député devraient donc être adressées aux premiers ministres de ces provinces plutôt qu'au gouvernement fédéral.

* * *

LES PARCS NATIONAUX

LE PROJET D'AMÉNAGEMENT DE GROS MORNE—LA
DEMANDE DE TERRE-NEUVE QUANT À LA
RENÉGOCIATION DES LIMITES DU PARC

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Le ministre peut-il nous dire, ainsi qu'il nous l'a promis, s'il a pris une décision touchant la demande formulée par la province de Terre-Neuve de renégocier les limites du Parc Gros Morne, limites qui sont préjudiciables aux collectivités dont les habitants ne veulent pas déménager.

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le président, j'ai pris une décision, et j'espère pouvoir la communiquer au gouvernement de la province de Terre-Neuve au cours de la semaine prochaine. Je ne voudrais pas la communiquer à la Chambre, pour ne pas être accusé de favoriser certaines personnes plutôt que d'autres.

[Plus tard]

[Traduction]

M. Marshall: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Le ministre des Affaires indiennes et du Nord cana-

Questions orales

dien a dit qu'il fournirait des renseignements à la province de Terre-Neuve. Comme les parcs nationaux relèvent de la compétence fédérale, et comme le député de Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe représente cette région, le ministre nous dirait-il pourquoi je ne puis obtenir ce renseignement?

M. Chrétien: Monsieur l'Orateur, je vais communiquer avec les deux en même temps pour ne pas faire de jaloux.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LA RENCONTRE DU MINISTRE ET DU CONSEIL DES
AUTOCHTONES DU CANADA

M. Elmer M. MacKay (Central Nova): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. Va-t-il bientôt s'entretenir avec le Conseil des autochtones du Canada, comme le président de ce conseil, M. Tony Belcourt, l'a demandé, afin que le conseil puisse participer à la révision des politiques de développement régional qui, je crois, seront annoncées très bientôt?

• (1500)

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, je serai extrêmement heureux de m'entretenir avec le groupe que le député a mentionné. J'ai eu des pourparlers, il y a trois ou quatre semaines avec un groupe, la Fraternité indienne du Manitoba, mais je me propose de m'entretenir avec tout autre groupe d'Indiens qui voudra bien communiquer avec moi.

PROPOSITION DE MODIFICATION OCTROYANT AU
GOUVERNEMENT UNE PART DU CAPITAL SOCIAL
DE TOUTE SOCIÉTÉ BÉNÉFICIAIRE D'UNE
SUBVENTION

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au ministre de l'Expansion économique régionale une question au sujet de la révision de sa politique. Peut-il dire à la Chambre aujourd'hui si le gouvernement exigera à l'avenir des sociétés désireuses d'obtenir une aide financière quelconque du gouvernement fédéral qu'elles lui cèdent en contre-partie une part de leur capital social?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, c'est là un des aspects de la loi sur les subventions au développement régional que nous songeons à modifier. Le député et moi-même nous en sommes déjà entretenus. Dans certains cas, la proposition est certes intéressante et, là où elle existe, nous sommes certes disposés à exercer cette option.

* * *

AFFAIRES INDIENNES

LA STÉRILISATION DE CERTAINES INDIENNES SANS
AVERTISSEMENT NI CONSENTEMENT—LA PRÉSENCE
D'INTERPRÈTES

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Le problème a déjà été abordé par ma collègue, le député de Kingston et les Îles. Le ministre pourrait-il, de concert avec son collègue le